

M. Hawkes: Monsieur le Président, la députée de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell) accuse les députés ministériels de mentir sur leurs intentions et d'être induits en erreur.

M. Frith: Infectés.

M. Hawkes: Induits en erreur, monsieur le Président. J'ai vu le Nouveau parti démocratique réagir à six ou huit budgets depuis que je suis député. Immanquablement, avant même de le voir, il affirme que le budget favorise les riches au détriment des pauvres.

M. Keeper: C'est le cas pour ce budget. Voulez-vous savoir la vérité?

M. Hawkes: «C'est le cas pour ce budget», braille un député d'en face.

M. Keeper: Le budget fait du tort aux pauvres et il favorise les riches. C'est la vérité.

M. Hawkes: En décembre 1979, un budget, celui du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), a été démolé à cause d'une motion néo-démocrate. Le Conseil national du bien-être social dont la députée de Vancouver-Est aime beaucoup parler, a déclaré sans ambages à ce moment-là que c'était le budget le plus juste des années 70 à l'égard des pauvres, et les députés l'ont démolé.

Des voix: Bravo!

M. Hovdebo: Pourquoi ne l'avez-vous pas gardé?

M. Hawkes: Les députés ne parlent pas de la réalité; la réalité, c'est qu'une pauvre mère aura en ce 20 janvier 1986, plus d'argent à dépenser pour ses enfants qu'avant que mon parti ne prenne le pouvoir, grâce à la politique du gouvernement en matière de prestations aux familles.

Des voix: Bravo!

M. Hawkes: Parlons des mères qui doivent acheter des denrées alimentaires et des patins à leurs enfants pour leur permettre de jouer au hockey.

M. Keeper: Et la taxe d'accise?

M. Hawkes: Les mères recevront plus d'argent qu'autrefois grâce à la politique du gouvernement en matière de prestations aux familles.

M. Keeper: Et la taxe d'accise?

M. Epp (Provencher): Et l'impôt sur le revenu des personnes situées au haut de l'échelle?

M. Keeper: C'est vous qui l'avez augmenté.

M. le vice-président: A l'ordre. Le député de Calgary-Ouest (M. Hawkes) pourrait-il poser sa question ou faire ses commentaires?

M. Hawkes: Monsieur le Président, ma question est très simple. Elle touche au cœur même des illusions du Nouveau parti démocratique et du député qui vient de se rasseoir. Son parti s'est fait des illusions en croyant que la perte d'un cent par jour dans les allocations familiales constitue l'aspect essentiel de la politique du gouvernement. Je tiens à tirer les choses au clair à ce sujet. Selon son parti, est-ce plus important que le fait que 500,000 Canadiens ont trouvé un emploi depuis la présentation du budget, soit 1,000 par jour? Selon son parti,

Allocations familiales—Loi

un cent par jour est-il plus important que l'orientation globale de notre politique qui vise à prendre aux riches pour donner aux pauvres lorsqu'ils en ont besoin et à stimuler l'économie en vue de donner du travail aux gens vraiment pauvres qui n'en ont pas? Les Canadiens nous ont élus sur la promesse de créer des emplois, encore des emplois, de favoriser la conciliation et la justice. Prendre aux riches pour donner aux pauvres est une mesure juste; la conciliation, c'est favoriser l'économie . . .

M. Keeper: Mais vous donnez aux riches.

M. Hawkes: . . . en vue de créer des emplois. Depuis le dépôt du budget, chaque jour 1,000 Canadiens de plus trouvent un emploi dans notre pays. N'est-ce pas plus important que la perte d'un cent par jour?

Mme Mitchell: Monsieur le Président, le député s'écoute parler. J'en appelle à sa logique et à son expérience de travailleur social, que je partage avec lui. Il connaît certainement la situation sociale des Canadiens. Plus d'une centaine de groupes, dont la plupart se composaient de personnes très compétentes en matière de politique sociale et avaient recueilli de nombreuses données, se sont unanimement élevés contre le projet de loi en disant qu'il fait du tort aux Canadiens. Comment le député, en tant qu'ancien enseignant dans une école de travail social en Alberta, peut-il ne pas les croire?

M. Frith: Il est borné.

Mme Mitchell: C'est très difficile à comprendre. Comme je l'ai dit ce matin au sujet des emplois, nous sommes bien entendu tous favorables à la création d'emplois. Je souhaiterais que beaucoup plus d'emplois à plein temps bien rémunérés soient offerts aux mères dont nous parlons. Elles ont de la chance de trouver un emploi à temps partiel. Dans bien des cas, leur emploi permanent est progressivement remplacé par un emploi à temps partiel. Le député sait aussi bien que moi que nous parlons ici des enfants. Lorsqu'un travailleur sans enfant touche un salaire donné et qu'un parent, mère ou père, touche le même salaire mais qu'il a plusieurs enfants à charge, il est pour le moins normal que le gouvernement fasse quelque chose pour ces enfants. Il est normal qu'il leur vienne en aide. Il est insultant et contraire aux valeurs familiales et aux intérêts des enfants canadiens de vouloir désindexer les allocations familiales. Personne n'ira me dire que le gouvernement n'a pas pu trouver \$50,000 ou un peu moins pour payer l'indexation totale cette année. Je ne veux pas à nouveau me perdre dans les beaux discours, mais le député sait parfaitement bien que son gouvernement n'a pas hésité à trouver plus d'un milliard pour les banques, à changer l'uniforme de tous les membres des Forces armées ou à accorder toutes sortes de primes aux sociétés pétrolières. Nos enfants, qui représentent la prochaine génération, sont tout aussi importants. Pourquoi se montrer aussi mesquin et aussi inhumain en diminuant l'indexation sur les allocations familiales? Le député me déçoit beaucoup.

● (1550)

M. le Président: La période des questions et commentaires est terminée. Nous reprenons le débat. La parole est à la secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bertrand).